

Guerre ouverte entre L'Avenir et sa maison-mère Nethys

■ Le projet de confier à Rossel l'impression des journaux namurois inquiète le personnel.

Ce lundi, le conseil d'administration des Editions de L'Avenir va se séparer d'Eric Schonbrodt, le CEO du groupe de presse. Les relations entre Eric Schonbrodt et les actionnaires ne sont pas au beau fixe depuis des mois. *"Son départ ne nous surprendrait pas, mais nous n'avons encore reçu aucune confirmation"*, explique Philippe Leruth de la Société des journalistes de "L'Avenir". C'est Jos Donvil, actuel patron de VOO (la branche télécom de Nethys), qui devrait lui succéder selon plusieurs sources.

Lors de ce même CA, un autre dossier sera sur la table, celui du choix de la future imprimerie des titres de "L'Avenir". Une question plus sensible qu'il n'y paraît. Deux hypothèses existent : la société carolo Europrinter ou le groupe Rossel (Nivelles). Les délégués (CNE et Setca) du personnel et de la rédaction de "L'Avenir" (Association des Journalistes professionnels (AJP) et Société des Journalistes) ne cachent plus leurs inquiétudes et affichent leur préférence pour Europrinter qui *"offre les conditions particulières et des garanties financières"*.

Le personnel s'alarme

Plus significatif encore, les représentants du personnel dénoncent un risque de concentration de la presse francophone : *"Confier au centre d'impression du groupe Rossel l'impression de nos journaux revient à les placer sous le contrôle complet de leur principal concurrent, ce qui affaiblira nécessairement leur position concurrentielle. L'impression de nos journaux au centre d'impression du groupe Rossel signifierait enfin, et surtout, la fusion inéluctable, à terme des Editions de l'Avenir et du groupe Sud-Presse. C'est-à-dire non seulement la fusion de deux groupes de presse dont les pratiques journalistiques diffèrent fondamentalement, mais aussi, et sur-*

tout, sous réserve de l'approbation, très difficile à imaginer, du conseil de la concurrence, une atteinte grave au pluralisme de la presse et à la pluralité des opinions en Wallonie."

"Inadmissible" pour le MR et le CDH

Martine Simonis, secrétaire générale de l'AJP, partage pleinement l'inquiétude qu'une telle concentration pourrait préfigurer dans le paysage de la presse francophone belge.

Le monde politique embraille. Le président du MR, Olivier Chastel, affirme à "La Libre" n'être aucunement informé que de telles décisions puissent être prises ce lundi. Selon Dimitri Fourny, le chef du groupe CDH au Parlement wallon, le point sur le choix de l'imprimerie ne figure pas à l'ordre du jour du CA des Editions de L'Avenir de ce lundi.

M. Chastel estime que si un tel rapprochement devait avoir lieu, ce serait *"particulièrement malvenu"*, et ce, pour deux raisons. D'une part, *"stratégiquement, il n'est pas concevable de prendre une telle option pour l'imprimerie alors qu'une réflexion est en cours pour rapprocher 'L'Avenir' avec un autre média"*. D'autre part, *"il est inadmissible qu'une telle décision intervienne alors que les pouvoirs viennent d'être transférés vers le CA de Nethys. De telles décisions ne peuvent donc pas, à mes yeux, être prises ce lundi."*

Réaffirmer l'indépendance de la presse

Pour Ecolo, une telle décision, qui préfigurerait inmanquablement un rapprochement plus large avec le groupe Rossel, est *"un choix d'une haute importance stratégique pour l'avenir du journal. Il apparaît insensé qu'une telle orientation puisse être prise sans concertation avec ceux et celles qui font*

le journal au quotidien. Il n'est pas non plus compréhensible qu'une telle décision, qui engage à ce point 'L'Avenir', puisse être adoptée par le management sortant de Nethys sans en référer aux actionnaires."

Les groupes avaient affirmé, au Parlement de Wallonie, l'importance de préserver le pluralisme et la diversité la plus large des titres de presse en Fédéra-

tion Wallonie-Bruxelles. Ecolo en appelle donc aux présidents des fédérations liégeoises du PS, du MR et du CDH, autant qu'aux gouvernements, *"pour qu'ils utilisent leur pouvoir et leur influence afin de faire obstacle à cette possible fuite en avant unilatérale"*.

"Je souhaite qu'on ait un débat, mercredi, lors de la séance plénière du Parlement wallon, pour réaffirmer l'indépendance de la presse et pour faire le point sur l'évolution du dossier des Editions de L'Avenir", termine le député Dimitri Fourny. *"Pour nous, l'adossement à Rossel n'est pas une voie admissible dans le paysage médiatique actuel. Nous plaçons pour qu'une opération de portage temporaire via la SRIW (Société régionale d'investissement de Wallonie) puisse assurer l'indépendance du groupe L'Avenir."*

Dorian de Meeûs et A. C.

Réaction

"Aucune décision" ce lundi

Consternation. Pol Heyse, le président du conseil d'administration des Editions de l'Avenir, a réagi en trois points, dimanche soir. Un : il indique qu'Eric Schonbrodt *"a demandé à quitter l'entreprise et un accord dans ce sens a été trouvé avec lui"*. Deux : *"aucune décision relative à l'impression du journal 'L'Avenir' ne sera prise ce lundi, les négociations étant toujours en cours"*. Enfin, trois : il juge *"consternant"* que *"des décisions économiques au sein d'une entreprise se retrouvent ainsi étalées sur la place publique"*. A. C.

"L'adossement de L'Avenir à Rossel n'est pas une voie admissible."

Dimitri Defourny
Député wallon (CDH)